



APPEL INTERSYNDICAL A LA MOBILISATION : LE 6 MAI, LES SPIP DÉFENDENT LEURS MOYENS ET LEURS MISSIONS

Le garde des Sceaux multiplie depuis janvier les déclarations répressives, avec un focus particulier sur les questions pénitentiaires, stigmatisant les personnes détenues et le travail du SPIP. La multiplication des directives ministérielles (activités, NED, étrangers, ...) mais aussi des propositions de lois (courtes peines, restrictions du droit de vote des personnes détenues, narcotrafic, remise en question des aménagements de peine, ...) constituent une escalade aux conséquences durables pour la justice et nos services. Au-delà des missions, ces orientations politiques se traduisent en priorités budgétaires avec moins d'argent pour les recrutements de personnels en SPIP et moins de budget de fonctionnement.

La CGT IP et le SNEPAP-FSU dénoncent :

- L'abandon, y compris budgétaire, de la filière insertion probation :

C'est la troisième année consécutive sans aucune création de postes alors que les effectifs de référence ne sont pas atteints et que la charge de travail ne fait qu'augmenter. La priorité du gouvernement est ailleurs : servir une politique pénitentiaire uniquement sécuritaire. Cela revient à supprimer 517 CPIP, 43 DPIP, 57 adjoints administratifs ou 60 ASE. Vous avez dit deux jambes ?

La publication des postes à la mobilité des CPIP est une illustration des conséquences qu'ont ces choix dans le quotidien. Ce sont ainsi un quart des postes sur 156 qui sont dédiés à alimenter le renseignement pénitentiaire et la lutte contre la criminalité organisée.

- Les orientations uniquement sécuritaires :

La création des établissements « narco » à Vendin et Condé, s'est faite sans aucune concertation nationale avec la filière IP. Retour des QHS, isolement systématique, limitation drastique des activités et des extractions et du maintien des liens familiaux sont contraires au droit, à la dignité humaine et à nos engagements internationaux.

La polémique « activités en détention » a été immédiatement suivie de directives du ministre conduisant à la suspension et/ou à l'annulation de 150 activités. Cela a eu des conséquences délétères pour les conditions de détention déjà indignes, pour nos partenaires mais a également constitué un dénigrement public des missions du SPIP et du travail de nos collègues.

- Le populisme pénal :

Plus de 82000 personnes s'entassent dans les établissements pénitentiaires dans une indifférence consternante. A défaut d'engager une réflexion de fond sur cette surpopulation, le ministre préfère considérer les personnes détenues étrangères comme une variable d'ajustement. Après l'arrivée d'une circulaire sur le sujet, les consignes locales problématiques se multiplient : rapports exhaustifs aux préfetures au-delà du cadre du protocole de 2019, demandes d'informations des services de l'éloignement... Et parce que viser les étrangers ne suffisait pas, des parlementaires entendent désormais considérer les personnes détenues comme des « sous-citoyens » en limitant leur droit de vote par correspondance.

- L'idée de création d'officiers de probation :

Le cabinet du ministre déclare à qui veut l'entendre que le SPIP n'est pas suffisamment dans le contrôle. Sur la base de quoi ou selon qui ? Sa solution : créer des officiers de probation qui iraient, en tenue, vérifier si les probationnaires sont bien au domicile, au travail, voir même pour surveiller si nos partenaires TIG sont suffisamment cadrants avec les usagers. Cette proposition encore populiste vient à rebours de toute la construction de nos services.

- Vous avez dit Etats généraux ?

Voilà tout ce qui sera sur la table pour ces Etats généraux... Les OS n'ont toujours aucune information officielle sur la méthode, sur le contenu ou sur le calendrier, la seule certitude est qu'ils vont commencer ! Il est impensable que les personnels en SPIP continuent de subir ce manque de moyens, le mépris pour leurs représentants, le dénigrement de leur travail et de l'utilité de leurs missions.

La CGT Insertion Probation et le SNEPAP-FSU s'opposent fermement à cette négation de la vision humaniste de nos métiers, de la justice, de la société.

Face à ces constats et dans l'optique des états généraux des SPIP qui vont s'ouvrir, la CGT IP et le SNEPAP-FSU appellent à une journée de mobilisation dans tous les services le 6 mai, sous quelque forme que ce soit : rassemblements, distribution de communiqués, interpellation de la presse...

**Le 6 mai on se mobilise
pour les conditions de travail, les moyens et les missions des SPIP !**